

La pression monte d'un cran pour des multinationales responsables

INITIATIVE Des élus cantonaux PDC et PLR sortent du bois et font pression sur le Conseil national, à quelques jours d'un vote clé.

LISE BAILAT
lise.bailat@lematin dimanche.ch

La démarche est peu ordinaire. Pensez donc: il est rare de voir des élus de parlements cantonaux se mêler de politique fédérale et faire pression sur leurs collègues. Mais avec l'initiative populaire pour des «multinationales responsables», rien n'est ordinaire.

Depuis son dépôt en 2016, ce texte donne lieu à une lutte acharnée entre EconomieSuisse et SwissHoldings d'un côté et les initiateurs de l'autre, emmenés par des personnalités comme l'ancien conseiller aux États Dick Marty (PLR/TI), l'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey ou encore la directrice d'Amnesty International Suisse Manon Schick.

Le texte veut faire en sorte que les multinationales qui ont leur siège ici respectent les droits humains et l'environnement, y compris dans leurs activités à l'étranger. Et si elles ne le font pas? C'est le principe phare de la proposition: qui pollue des champs en cherchant du cuivre au Congo, qui exploite des travailleurs en extrayant de l'or au Pérou, doit pouvoir être poursuivi au civil en Suisse et, si nécessaire, payer des dommages et intérêts.

Une promesse et une menace

Le 13 juin prochain, après de multiples rebondissements politiques qui feraient pâlir un scénariste des séries télé, le Conseil national aura une dernière chance de proposer un contre-projet indirect à cette initiative. La commission parlementaire qui a préparé le dossier conseille au plénum de ne rien en faire. EconomieSuisse appuie. «Le Conseil national a désormais la possibilité de clore définitivement ce débat. Cela permettrait au peuple et aux cantons de s'exprimer sur cette initiative déplacée. On ne doit pas adopter une telle loi sans demande claire du peuple et des cantons», écrivait sa directrice romande Cristina Gaggini, dans une récente publication.

En face, le comité d'initiative n'a pas dit son dernier mot. Selon nos informations, il vient de faire parvenir un message à l'ensemble des conseillers nationaux. Il y main-



Béatrice Hirsch, démocrate-chrétienne genevoise. Martial Trezzini/Keystone



Marianne Maret, démocrate-chrétienne valaisanne. Jean-christophe BOTT/Keystone



Axel Marion, démocrate-chrétien vaudois. Florian Cella



Marc-André Nardin, PLR neuchâtelois. Lucas Vuittel/arcInfo

tient sa promesse: il retirera son initiative populaire si le parlement adopte définitivement un contre-projet satisfaisant. Et sinon? C'est là où il sort une nouvelle carte de sa manche. Il a convaincu des élus cantonaux du centre et de la droite, dont des candidates aux élections fédérales, d'entrer dans la danse. Leur message? À défaut de contre-projet, ces derniers s'engagent à faire campagne en faveur de l'initiative lors du vote populaire.

Parmi ces élus figure Béatrice Hirsch (PDC/GE). Députée au Grand Conseil et candidate au Conseil des États, elle pose d'abord un constat politique. «Au vu des besoins de transparence et d'éthique de la population aujourd'hui, cette initiative a toutes les chances de passer.» Une enquête d'opinion réalisée en novembre dernier par

des politologues de l'EPFZ lui donne raison: deux tiers des participants souhaitent que l'État surveille et régule davantage l'activité des entreprises helvétiques à l'étranger. 60% se disent prêts à accepter l'initiative «Pour des multinationales responsables» si elle arrive dans les urnes.

Pour Béatrice Hirsch, il s'agit d'une question de valeurs: «On ne peut pas dire que ce combat éthique n'est pas un vrai combat. Accepterait-on que des entreprises violent les droits humains et l'environnement ici?» Donc si le parlement ne bouge pas, elle s'engagera pour l'initiative: «Je trouve les initiateurs constructifs et un contre-projet est tout à fait acceptable. Quoi qu'en disent certains, cela ne va pas tuer notre économie!»

Elle aussi candidate au Conseil des États, la députée valaisanne Marianne Maret (PDC) nous confie qu'elle adhère à la démarche. «Je préside la Fondation pour le développement durable des régions de montagne en Valais. Pour moi, le développement durable est donc clairement une valeur centrale au niveau des approches politiques. Ma position correspond à cet engagement.»

À Neuchâtel, le tout nouveau président du Grand Conseil, Marc-André Nardin (PLR), promet lui aussi de soutenir l'initiative, si les Chambres n'adoptent pas un contre-projet satisfaisant. Pourquoi? Ce juriste répond en une seule tirade: «Parce que j'estime que si une multinationale a son siège en Suisse et est fiscalisée en Suisse concernant les principaux bénéficiaires qu'elle retire de son commerce de matières premières extraites dans un pays tiers, il est normal qu'en cas de problème provoqué dans ce pays tiers par ses activités, la multinationale en réponde non seulement dans ce pays, mais aussi en Suisse.» Et que fait-il de la position majoritaire dans son parti, qui privilégie les mesures volontaires des entreprises? «C'est ma réflexion personnelle: il n'y a pas de liberté sans responsabilité.»

Dans le canton de Vaud, le député Axel Marion (PDC) est tout aussi clair: «Si par malheur il ne devait pas y avoir de contre-projet, on doit être prêt à se lancer dans la bataille. On ne peut pas ne rien faire. La Suisse doit être à la hauteur de sa réputation en matière de droits humains. Et c'est aussi dans l'intérêt de son économie.» C'est l'une des raisons qui avait encouragé notamment le Groupement des entreprises multinationales à Genève à plébisciter l'adoption d'un contre-projet, tout comme Migros ou encore Ikea.



«Au vu des besoins de transparence et d'éthique de la population, cette initiative a toutes les chances de passer»

Béatrice Hirsch, PDC/GE